RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES (CoFin)

concernant le préavis de la Municipalité : Comptes 2024

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

La CoFin, composée de Messieurs Corentin Binamé, Michael Crottaz, Yves Fauth, Nicolas Garoflid, Richard Golay, Paul Habfast, Fabien Loi Zedda, Marc Veraguth et votre président rapporteur, a étudié les comptes 2024 lors de sa séance du 14 mai 2025.

Monsieur le Syndic Alain Monod et Monsieur Romuald Ntennou, chef du service des finances, représentaient la Municipalité.

Informations préalables

Le Président regrette la remise tardive des documents relatifs aux comptes 2024 et ses annexes y compris les commentaires et les documents de l'auditeur BDO et il encourage la Municipalité à fixer dorénavant une date de Conseil pour valider les comptes communaux en juin permettant de pouvoir préparer, valider, distribuer et traiter la documentation financière de manière plus agréable pour tous les commissaires. Monsieur Ntennou relève que le réviseur BDO est très pris et que c'est BDO qui fixe le timing de révision. La Municipalité veillera dorénavant à fixer avec le bureau du Conseil Communal une date le plus tard possible dans l'agenda de juin.

Discussion générale

Monsieur le Syndic indique que les comptes de l'exercice 2024 présentent un excédent de charges de CHF 650'676.43, soit une différence de CHF 526'876.43 par rapport au budget qui prévoyait un excédent de charges de CHF 123'800.-. Il y a eu une utilisation de divers fonds de réserve à hauteur de CHF 1'815'452.72, sinon l'excédent de charges se serait situé à CHF 2'466'129.15.

Monsieur Ntennou précise que les comptes 2024 constatent des charges relatives à l'année 2023 à hauteur de CHF 1'030'110.78 pour lesquelles aucune provision n'avait été faite en 2023.

Globalement les charges se montent à CHF 63,4 millions, inférieurs de CHF 2,3 millions au budget et les revenus de CHF 62,7 millions, inférieurs de CHF 2,8 millions aux revenus budgétés.

Les commissaires relèvent les indicateurs financiers (indicateurs et seuils du MMFC, Mécanisme de Maîtrise des Finances Communales) que le service des finances a effectué sur la base de l'avant-projet de la loi sur les communes et saluent ces calculs par anticipation. Des discussions ont lieu entre les commissaires, le Syndic et le chef du service des finances sur ces indicateurs calculés et les conclusions à en tirer. Pour rappel la nouvelle loi entrera en vigueur en 2026 seulement, mais il est intéressant de s'y préparer et d'évaluer à présent déjà l'état de la santé financière de notre commune. Si 1 des 3 indicateurs calculés est négatif 3 ans de suite, un plan financier avec mesures d'assainissement devra être établi par la Commune et introduit. Le calcul porte sur 3 indicateurs (découvert au bilan par rapport aux revenus fiscaux, résultat opérationnel par rapport aux revenus totaux, degré d'autofinancement couplé au taux d'endettement net). Monsieur Ntennou relève que la

Commune présente de bons ratios pour les 2 premiers indicateurs, mais que pour le 3^{ème} indicateur les lumières oranges se sont allumées tant pour le taux d'endettement net (à 206,1% en 2024 par rapport à 159,0% en 2023), que pour le degré d'autofinancement (à 18,2% en 2024), parce que les limites d'alerte sont dépassées cette année. Il faudra suivre cela de près et garder en tête de limiter drastiquement les investissements du patrimoine administratif d'un montant annuel de 10 à 18 millions ces dernières années vers un montant annuel largement inférieur de l'ordre de 2 à 3 millions. Il faudra également trouver des investissements pour le patrimoine financier afin de générer des revenus, mais les effets n'auront lieu qu'à longue échéance. En parallèle, des économies sont à poursuivre afin de limiter les charges. Monsieur Ntennou indique aussi que les amortissements obligatoires vont fortement augmenter ces prochaines années, parce que plusieurs préavis importants sont désormais réalisés et les infrastructures livrées (ex. : Collège de Bois-Murat, caserne des pompiers).

Les commissaires reviennent sur les charges et passent en revue certains postes pour comprendre l'excédent de charges 2024, à savoir :

- Une augmentation de la provision pour pertes sur débiteurs de CHF 725'828.- ; l'ACI (administration cantonale des impôts) a en effet transmis la situation des créances fiscales 2024, et il y a une forte hausse des créances en contentieux pour les personnes physiques (cas de réclamation sur des décisions d'imposition ou cas de difficulté financière du contribuable). Les créances sont passées de CHF 818'737.- à CHF 2'026'979.-). Le calcul du besoin de provisions est remis par l'ACI et la Commune doit les comptabiliser. Un commissaire demande si les pertes réelles 2024 (défalcations) ont augmenté. Monsieur Ntennou indique que les défalcations sont passées de CHF 113'106.02 en 2023 à CHF 196'707.33 en 2024, soit une nette augmentation.
- Des charges totales CHF 419'047.- pour la participation au déficit du CSM (Centre Sportif de Malley) en 2024 contre CHF 217'741.-. Monsieur Ntennou relève que la Commune a omis d'enregistrer une provision de CHF 209'000 pour 2023 et que le principe de concordance des périodes impose de constater en 2024, les charges 2024 et de procéder au rattrapage 2023 cette année. Monsieur Le Syndic indique que cette double charge ne sera comptabilisée que cette année, à l'avenir les charges annuelles seront comptabilisées sur la base du déficit réel de l'année en cours.
- Pour la participation à la STEP, une charge complémentaire de CHF 317'000.- en 2024 en relation avec 2023 a été comptabilisée sur le même principe que pour la constatation des charges évoquée comme pour la participation au déficit du CSM. Ceci explique la comptabilisation de charges de CHF 1'282'801.66 alors que les comptes CISTEP 2024 indiquent un total de charges de CHF 1'009'560.08.
- Amortissement complémentaire du patrimoine administratif pour CHF 162'499.55 en relation avec les études réalisées en relation avec le crédit-cadre d'études et classées sans suite (donc non attribuées à des préavis spécifiques). Un commissaire relève que cette manière de faire de comptabiliser régulièrement des provisions évitera de passer une grosse provision en fin de législature pour toutes les études non attribuées.

Des discussions ont aussi lieu en relation avec les impôts des personnes morales qui sont en baisse en 2024. Monsieur Ntennou indique que les impôts sur le capital des personnes morales sont restés stables passant de CHF 233'420.70 à CHF 240'146.30 en 2024, mais que les impôts sur le bénéfice des personnes morales sont eux influencés fortement par les bénéfices des entreprises. Les revenus de ces impôts passant de CHF 1'168'378.30 en 2023 à CHF 597'900.30 en 2024.

Un commissaire s'interroge sur les dépassements importants en relation avec le traitement du personnel occasionnel. Monsieur Ntennou confirme que la pratique actuelle de pousser certains postes occasionnels avant de remplacer certains postes fixes a généré un dépassement d'env. 240'000.- en 2024 ; il relève que le traitement des postes fixes en resté en-dessous du budget.

La CoFin est ensuite passée aux questions de détails de certains comptes et a obtenu des réponses satisfaisantes avec parfois des points de contrôle que Monsieur Ntennou va poursuivre.

Monsieur le Syndic relève que le montant des financements spéciaux et fonds de réserves se montent au 31.12.2024 à CHF 31'540'045.62 contre CHF 32'687'290.53 un an plus tôt.

	2024	2023
923 Engagement envers des fonds spéciaux	31 782.90	31 782.90
928 Financements spéciaux et fonds de réserve	27 358 636.15	27 855 204.63
Total des fonds	27 390 419.05	27 886 987.53
Capital	4 149 626.57	4 800 303.00
Total des fonds y compris le capital	31 540 045.62	32 687 290.53

MCH2 va générer des adaptations au niveau du nombre de fonds de réserves. Monsieur Ntennou confirme et indique qu'à terme il y aura env. 3 ou 4 fonds de réserves avec des règlements spécifiques à établir pour leur utilisation.

Les diverses questions ayant reçu des réponses satisfaisantes, le président remercie Messieurs le Syndic et Ntennou pour leur travail et collaboration.

Les discussions étant terminées, la commission passe au vote.

Conclusion

C'est à l'unanimité de ses 9 membres présents que la CoFin a accepté les comptes 2024 tels que présentés et vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers :

1. d'adopter les comptes 2024 présentant un déficit de CHF 650'676.43,
2. de charger la Municipalité de transmettre les comptes 2024 à l'autorité de surveillance des finances par le biais de la Préfecture.

Epalinges, le 14 mai 2025

Sandy Warth
Président de la COFIN